

RÉSEAU INTERNATIONAL

CAFÉ, retrouvailles des membres du réseau sous le signe de la pandémie

Opportunités de financements innovants en faveur des aires protégées

Plaidoyer pour le financement des aires protégées de Madagascar

AIRES PROTÉGÉES

Vers des aires protégées plus engagées dans la réduction de la pauvreté

Aires protégées du Boeny: l'heure du bilan

Ranomafana, indispensable pour l'économie locale, régionale et nationale

JOURNÉE NATIONALE DES LEMURIENS

RÉSEAU INTERNATIONAL

CAFÉ, retrouvailles des membres du réseau sous le signe de la pandémie



La FAPBM a virtuellement participé à la 11e Assemblée Générale du Consortium des fonds africains pour l'Environnement. Organisé par BIOFUND, l'événement s'est déroulé à Maputo (Mozambique) du 6 au 8 octobre 2021. « L'échange d'expériences comme facteur clé pour le succès de la conservation de la biodiversité promouvoir la conservation en temps de crise en Afrique » a été le fil rouge de l'ensemble des sessions.

Le Consortium des Fonds Africains pour l'Environnement (CAFÉ) est le réseau des Fonds Fiduciaires pour la Conservation (FFC) basés en Afrique créé en 2011, duquel la FAPBM est membre fondateur. Les 18 fonds membres soutiennent plus de 90 parcs et réserves à travers 12 pays d'Afrique.

L'Assemblée Générale des membres, s'est concentrée autour de l'approbation du rapport annuel et des élections du comité exécutif. Alternativement, des sessions de partages ont réuni les fonds membres et les parties prenantes de la conservation en Afrique autour des perspectives et stratégies. Les membres du CAFÉ y ont présenté leurs progrès, défis et opportunités depuis la dernière Assemblée CAFÉ en 2020. Les rapports des membres ont pointé du doigt la pandémie de la Covid-19 comme un énorme défi qui a modifié la dynamique de la conservation dans le monde. Malgré cela, des partenariats se sont créés et renforcés, des efforts réalisés pour soutenir la conservation et les communautés vulnérables.

Opportunités de financements innovants en faveur des aires protégées

Ont été exposés au cours de l'Assemblée des modèles de financement innovants appliqués en Afrique.

Au Mozambique et en Côte d'Ivoire, le projet REDD+ (Réduire les Émissions de la Déforestation et Dégradation), a été mis en oeuvre afin de monnayer la capacité de stockage de carbone par les forêts aux entités/pays pollueurs.

Au Mozambique, le Fonds national pour le développement durable (FNDS) a partagé l'exemple d'un fonds public, mise en place pour soutenir la conservation de la biodiversité, le développement rural et la mobilisation des ressources.

En Ouganda, le cas d'EcoTrust Uganda a démontré comment le paiement des services écologiques offerts par l'eau et de la restauration des forêts a permis d'augmenter significativement les revenus des communautés locales.

Pour Madagascar, M. Alain Liva Raharijaona, directeur exécutif de la FAPBM a exposé le modèle de financement offset, adopté par QMM Rio Tinto en faveur de l'aire protégée d'Agnalazaha. A travers un fonds offset, cette entreprise d'extraction minière finance une aire protégée afin de compenser les

impacts négatifs résiduels de leurs projets après que des mesures d'évitement, de réduction et de restauration aient été prises. La FAPBM, en tant que gestionnaire financier est en charge du suivi des impacts.

A l'échelle régionale, la SADC a lancé un fonds pour la biodiversité à destination des FFC africains. Le Fonds Français pour l'Environnement mondiale (FFEM) a présenté le projet BRIDGE comme un nouveau mécanisme de collaboration pour connecter les membres de CAFÉ et de RedLAC (réseau de FFC en Amérique Latine) afin de soutenir les schémas de financement innovants. Le Global Fund for Coral Reefs (GFRCR), propose des opportunités de financement dédiés aux projets de conservation des récifs coralliens en Afrique.

Enfin, la mobilisation des capitaux du secteur privé doit être une priorité pour les FFC compte tenu de l'énorme déficit de financement de la biodiversité. Des modèles de collaboration des FFC avec le secteur privé ont été discutés en profondeur en mettant l'accent l'investissement à impact comme une opportunité de recueillir les fonds privés.

Plaidoyer pour le financement des aires protégées de Madagascar



(C) FAPBM

A l'issue du Congrès mondial de la Nature organisée par l'IUCN à Marseille du 1er au 10 septembre 2021, M. Alain Liva Raharijaona, Directeur Exécutif de la FAPBM, s'est déplacé à Bruxelles. Il a été reçu par Mme Cristelle Pratt, la Secrétaire Générale adjointe de l'Organisations des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), chargée de l'environnement et de l'action climatique, et par SEM Omer Beriziky, Ambassadeur de Madagascar avec son équipe. Liva Raharijaona a aussi rencontré Mme Isabelle Delattre, chef d'unité Afrique Australe et Ocean Indien, INTPA, de la Commission européenne pour un échange sur le prochain appui de l'UE au secteur de l'environnement à Madagascar. Ces échanges ont été chaque fois l'occasion de mener un plaidoyer sur l'importance des aires protégées de Madagascar dans l'expectative de nouer des partenariats pour un financement durable.

AIRES PROTÉGÉES

Vers des aires protégées plus engagées dans la réduction de la pauvreté

La FAPBM a soutenu la tenue de l'atelier de partage sur les enjeux socio-économiques de la conservation et la restauration à Madagascar, à Andasibe du 12 au 16 octobre 2021. Ce soutien renforce celui apporté à la réforme du cadre de gestion environnementale et sociale des aires protégées à Madagascar entamée par le Ministère de l'Environnement et du développement Durable (MEDD), avec l'ESSA-Forets et Forest4Climate, dont l'état d'avancement a été présenté en préambule de l'atelier.

Les gestionnaires des aires protégées, les décideurs et promoteurs de projets dans le domaine de la conservation, la restauration écologique et du développement rural ont été réunis afin de : (i) partager les bonnes pratiques et les résultats de recherche; (ii) faire avancer les réflexions portant sur les enjeux sociaux de la conservation et de la restauration; (iii) contribuer à l'avancement de la réforme du cadre de

gestion environnementale et sociale des aires protégées à Madagascar; (iv) responsabiliser les parties prenantes et accroître leur confiance dans la compréhension et la prise en compte des enjeux sociaux pour assurer conservation et restauration efficaces et équitables.

En pleine élaboration de sa politique de sauvegarde sociale et environnementale, la FAPBM est intervenue pour apporter sa perspective en tant de bailleur de fonds et pour éprouver les réflexions en cours sur cette politique. M. Ranto Randriantsoa, Responsable de financements de la FAPBM, a notamment insisté sur la compensation équitable et mesurable des communautés affectées par les activités de conservation des aires protégées comme point de départ de la réduction de la pauvreté.

Mme Nanie Ratsifandrihamanana, Directeur Pays de WWF et Présidente du Conseil d'Administration de la FAPBM a lancé un appel pour un financement multipartite des aires protégées afin que les communautés bénéficient plus équitablement des financements en faveur des aires protégées. « Nous devons trouver de multiples sources de financement, par exemple auprès du secteur chargé de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Les secteurs de l'environnement ne peuvent pas tout faire tout seul. » a-t-elle énoncé dans le film Les voix de la forêt : Placer les populations locales au cœur des décisions relatives à la conservation des forêts, diffusé pendant l'atelier.



(C) Artush - Getty Images

Aires protégées du Boeny: l'heure du bilan

La FAPBM a participé à la 3e réunion du comité de pilotage "Conservation et utilisation durable de la biodiversité dans le paysage Nord-ouest de Madagascar, Région Boeny" le 22 septembre 2021 à Mahajanga, à l'invitation du MEDD et de Conservation International. Les aires protégées du Boeny concernées sont : le Parc National d'Ankarafantsika (géré par Madagascar National Parks, MNP), le Parc National Baie de Baly (géré par MNP), le Complexe Mahavavy Kinkony (géré par Asity), le site Bioculturel d'Antrema (géré par MNHN), et le site Bombetoka Beloboka (géré par DELC).

Les 4 premières bénéficient de subventions annuelles de la FAPBM. La dernière, Bombetoka Beloboka, intégrera son portefeuille à partir de 2023. En effet, grâce à une contribution au capital du GEF portée par Conservation International, le financement de la FAPBM sera consolidé au niveau des aires protégées du Boeny à partir de 2023.

Au cours de cette réunion, le comité de pilotage a fait le bilan de la 2e année du projet et discuté du plan de travail et du budget relatifs à la 3e année. Les discussions ont conclues que le projet est en bonne voie pour atteindre les objectifs fixés: (i) Une amélioration de l'efficacité de gestion des 5 aires protégées confirmée par l'augmentation du score METT de chacune; (ii) La viabilité financière de chacune des 5 aires protégées assurée grâce à la contribution au capital de la Fondation; (iii) L'intégration des aires protégées et de leurs activités dans le plan de développement régional (SAC, SRAT, PRD); (iv) La régression de l'insécurité alimentaire par rapport au début du projet et des enquêtes sont en cours pour avoir les données sur l'amélioration des revenus des communautés locales.

Représentée par Mme Nathalie Bodonirina, chargée d'étude, la FAPBM a été attentive au rapport d'impact et de menaces de ces aires protégées. Le feu a été pointé du doigt comme principale menace commune à gérer sur les prochains mois. La dotation de matériels et équipements adéquats et suffisants et le renforcement des patrouilles mixtes et des activités de reboisement et de restauration comptent parmi les solutions proposées.



© MNP

Ranomafana, indispensable pour l'économie locale, régionale et nationale

Créé en 1991, le Parc National de Ranomafana, couvrant une surface de 40 556 ha, renferme la biodiversité phare du pays. Pour ne citer que quelques-uns : plus de 80 espèces d'orchidées, 124 espèces d'oiseaux, 14 espèces de lémuriens. Elle fait d'ailleurs partie du patrimoine mondial de l'Unesco en tant que composante des forêts humides de l'Atsinanana.

Sa valeur touristique est donc indéniable, aussi bien au niveau national que local. En préservant les espèces endémiques, les paysages exceptionnelles, sans parler des sources thermales, l'aire protégée

propose aux touristes l'expérience unique d'apprécier la biodiversité dans leurs habitats naturels. Ranomafana figure parmi les parcs les plus visités par les touristes locaux et internationaux. En 2019, elle a accueilli près de 27 338 touristes. Ceci constitue une opportunité de revenus pour les ménages grâce au guidage, aux ventes des produits artisanaux ou des produits agricoles, à l'hôtellerie et à la restauration.

De plus, alors que les écosystèmes hydrauliques de l'aire protégée irriguent les cultures avoisinantes, l'écosystème forestier les protège de l'érosion des sols. La forêt dense préserve la rivière Namorona, qui alimente le barrage électrique de la JIRAMA, pourvoyeur d'énergie à la région de Fianarantsoa.

Au vu de ces multiples contributions, les forces vives de la nation doivent se mobiliser pour la protection, la restauration et le financement de la biodiversité de Ranomafana.

JOURNÉE NATIONALE DES LEMURIENS



98% des lémuriens sont menacés et 31% sont en danger critique. A l'initiative du MEDD, la Journée Nationale des lémuriens souhaite mobiliser sur la conservation de cet espèce endémique et emblématique de

Madagascar. Elle est traditionnellement célébrée le dernier vendredi d'octobre. Cette année, le thème « Lémuriens : Trésor de la forêt, à ne pas consommer ni à domestiquer » a été choisi pour marquer la célébration. Le MEDD et ses partenaires ont donné rendez-vous au public dans le Parc zoologique de Tsimbazaza pour des expositions et des animations ludiques sur des lémuriens le 29 Octobre 2021.

Le Projets Lemurs Portal soutenu par la FAPBM a exposé pour l'occasion, et a proposé un éventail d'animations pour faire connaître les lémuriens aux jeunes enfants. Unique base de données dédiée aux lémuriens à Madagascar, Lemurs Portal est alimenté bénévolement et essentiellement par des scientifiques passionnés. Elle a été développée pour sensibiliser le public sur et aider la prise de décision en faveur de la conservation des lémuriens.

En plus de son appui aux festivités organisés au Parc de Tsimbazaza, la FAPBM s'est joint à d'autres organisations engagées dans la conservation des lémuriens pour une campagne digitale initiée par le MEDD et WWF Madagascar afin de faire connaître les espèces de lémuriens. Les photos et descriptifs sont disponibles sur les réseaux sociaux de la Fondation. Les lecteurs sont invités à partager les publications pour renforcer la mobilisation en faveur des lémuriens.